



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL

Lundi 18 novembre 2024

Face aux attaques patronales et gouvernementales : Pas question d'accepter les sacrifices !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les

Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

C'est cher et c'est moche

Le Sytral nous a exhibé la semaine dernière son nouveau logo pour les TCL, et a commencé à en exiger l'application un peu partout.

Trois millions d'euros (c'est le prix de cette opération de com') ça peut paraître peu à certain, mais il y aurait bien des choses prioritaires à améliorer sur le réseau avec cette somme, que ce soit pour nos conditions de travail ou pour la qualité de service.

Ces gens qui brassent les millions ne pensent pas comme nous, et sont prêts à dilapider l'argent public pour tenter de faire passer la division historique du réseau TCL en une soi-disant « unification ».

Voilà leur politique, il serait temps de faire la nôtre, celle des travailleurs !

Vous avez vu la flèche ?

Les plus fins observateurs parmi les collègues ont remarqué qu'une flèche vers la droite se dissimulait dans le nouveau logo TCL.

Au-delà du message politique, certains ont noté la ressemblance, pour ne pas dire l'inspiration « FedEx », célèbre et très profitable entreprise de transport de... marchandises.

Mais ne soyons pas mauvaises langues.

Voyageons sur le dos des patrons

Le Sytral a récemment annoncé une hausse des tarifs en 2025 pour financer les nouvelles lignes.

Étonnant quand près de trois millions d'euros sont dépensées dans un nouveau logo, les calculs sont pas bon Kévin !

Par ailleurs les enfants de moins de 10 ans auront la possibilité de voyager gratuitement sur l'ensemble du nouveau réseau unifié, il serait temps de l'étendre à l'ensemble des usagers.

Pour ce faire, il faudrait simplement prendre l'argent là où il se trouve : dans la poche des patrons.

Pause à la découpe

Le local de Bonnevey a été découpé. La cuisine a été rognée pour agrandir l'espace réservé aux chefs et la grande salle de repos a été scindée en deux. Qu'il y ait plus de maîtrises à Bonnevey pourquoi pas, leur absence s'est parfois faite sentir. Mais à condition que ça ne soit pas juste pour mieux fliquer les CR.

Et pourquoi le faire au détriment des espaces attribués aux conducteurs alors que des salles sont

vides et inutilisées depuis des années ? Mais si ça permet à la direction d'être plus réactive sur les cafards et les rats, on aura pas tout perdu.

Un bon démarrage à la RATP

Mardi 12 novembre, des travailleurs de la RATP se sont mis en grève et se sont rassemblés pour protester contre le découpage du réseau parisien dont ils vont faire les frais. Dans quelques mois, ils seront éclatés dans treize entreprises différentes. Certains resteront RATP (mais pas la même filiale), d'autres passeront sous bannière Keolis.

Quel que soit le nom de l'entreprise sur leur veste ou leur parka, ils auront, comme aujourd'hui, les mêmes intérêts à défendre. Et ils partageront, en outre, plus d'une revendication avec les travailleurs du transport de tout le pays car ils vont subir un véritable nivellement par le bas orchestré par le patronat. Tous ensemble, on pourrait imposer, au contraire, une unification par le haut de nos salaires et de nos conditions de travail. Et la journée de grève de la RATP montre la voie dans laquelle nous devons persévérer.

On ne joue pas qu'au ballon dans les stades de foot

Mercredi 6 novembre, les supporters du PSG déploient un tifo « Free Palestine » avec une banderole « La guerre sur le terrain mais la paix dans le monde », un message salubre alors que le génocide est toujours en cours. Le lendemain,

des supporters du Maccabi Tel-Aviv, un club israélien, s'affrontent avec de jeunes Néerlandais à Amsterdam, non sans les provoquer en chantant « Il n'y a pas d'écoles à Gaza car il n'y a plus d'enfants ». Pourtant, ces deux événements ont été des prétextes pour faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme afin de faire taire les contestations du terrorisme de l'État d'Israël.

Tout irait mieux, nous dit-on, si le sport n'avait rien à voir avec la politique. Mais jeudi dernier, députés, ministres et anciens présidents ont afflué au stade de France pour voir un France-Israël tout à fait anecdotique sur le plan footballistique... Une belle occasion pour eux de rappeler depuis les tribunes leur soutien indéfectible au colonialisme israélien garant de leurs intérêts dans la région. Alors on aurait tort, de notre côté, de ne pas aussi faire de la politique dans les stades !

PROCÈS DU RN : CINQ ANS DE PRISON ET UNE PEINE D'INÉLIGIBILITÉ REQUIS À L'ENCONTRE DE LE PEN



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique

Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org